

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement Rue de Paris – Le Plessis Belleville



Maître d'ouvrage
Mairie de Le Plessis Belleville
08, Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Maître d'Œuvre
ACP
61 Ter rue Saint Joseph
60 200 Compiègne

PLAN GENERAL DE COORDINATION

OPERATION DE NIVEAU 2
Affaire N° 417 60 17 000 49

N° de l'Avenant	DATE	INTITULE	AFFAIRE N°
0	01/09/2017	PHASE DCE	417 60 17 000 49



SOMMAIRE PGC

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIF DE CHANTIER.

- 1.1. Désignation de l'opération
- 1.2. Répartition des lots
- 1.3. Délais prévisionnel de chantier
- 1.4. Liste des intervenants

2. ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER

- 2.1. Installation de chantier : base vie
- 2.2. Installation de chantier : clôture
- 2.3. Installation de chantier : alimentation électrique
- 2.4. Plateformes de travail et cheminements
- 2.5. Installation de chantier : levage
- 2.6. Installation de chantier : protections collectives

3. PROTECTIONS COLLECTIVES et MESURES DE PREVENTION

- 3.1. TCE
- 3.2. Assainissement
- 3.3. Voiries et espaces verts
- 3.4.
- 3.5.
- 3.6.
- 3.7.
- 3.8.
- 3.9.
- 3.10.
- 3.11.
- 3.12.
- 3.13.
- 3.14.

4. PROTECTIONS INDIVIDUELLES

5. MESURES GENERALES RELATIVES A LA COORDINATION SPS

6. PRINCIPALES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR DE BTP

7. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES DE CHANTIER

8. DECLARATION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX

9. EMPLOI DE PERSONNEL INTERIMAIRE

10. MODALITES LEGISLATIVES D'APPLICATION DE LA SECURITE

11. ORGANISATION DES SECOURS

12. FORMATION DU PERSONNEL A LA SECURITE

13. PPSPS

1-1 - DESIGNATION DE L'OPERATION

L'ensemble des travaux sont concentrés sur le route de Paris l'opération consiste en la réfection du réseau d'assainissement comprenant :

- La réfection définitive des chaussées, trottoirs et accotements.
- Le raccordement des ouvrages existants.
- Les terrassements des fouilles nécessaires à la construction des regards.
- Le stockage des terres sur l'emprise du chantier ou leur envoi en décharge.
- La construction d'une canalisation en PRV de diamètre 200mm et 300mm.
- La construction et l'équipement des regards de façade.

S'en suivront les travaux de réfection de voirie au droit des zones impactées comprenant la remise en état et l'aménagement des abords.

Adresse chantier : Route de Paris – Le Plessis Belleville

Voie publique , Fréquentation du site :

- Circulation piétonne.
- Circulation de véhicule.
- Riverains.
- Secours éventuels

Consignes et comportements spécifiques:

- Les abords du chantier laissés en libres circulation devront être parfaitement entretenus, propres, non encombrés et parfaitement praticables.
- Les travaux seront réalisés par zone .
- Les horaires de travail seront respectés afin de limiter les nuisances sonores.

1-2 – REPARTITION DES LOTS TRAVAUX :

<u>LOT</u>	<u>DESIGNATION</u>	<u>COORDONNEES</u>
<u>Lot 1</u>	Assainissement	À définir
<u>Lot 2</u>	Voiries et espaces verts	À définir

1-3 – DELAIS PREVISIONNEL ET EFFECTIF CHANTIER :

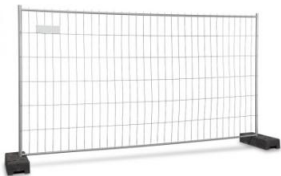

Le délai initial est estimé à 4 mois en exécution pour l'ensemble du chantier , viennent s'ajouter 2 mois de préparation de chantier. Les effectifs prévisionnels sont estimés à 15 compagnons pouvant atteindre un maximum de 20 Compagnons. Cette opération sera traitée en catégorie 2 en matière de coordination SPS.

1-4 – LISTE DES INTERVENANTS DIRECTION TRAVAUX :

DESIGNATION	REPRESENTANT	ADRESSES	COORDONNEES
Maître d'ouvrage	Mairie de Le Plessis Belleville	8 Place de l'Eglise 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE	
Maître d'œuvre	ACP	61 Ter rue Saint Joseph 60 200 Compiègne	Tel : 0344409872
Coordonnateur Sécurité Santé	QUALICONSULT SECURITE	23 avenue Félix Louat 60300 SENLIS	TEL: 03 22 47 24 70 FAX: 03 22 47 24 79
Bureau de contrôle	Sans objet		
Organismes de Prévention	INSPECTION DU TRAVAIL	81 Rue Gambetta 60100 Creil	03 44 06 26 26
	CARSAT	3 allée Jean Renoir 93160 Noisy le Grand	39 60
	O.P.P.B.T.P.	Bureau d'Amiens "Village Oasis" 2, place des Abiès 80044 Amiens cedex	Tél : 03 22 95 10 18
Intervention d'Urgence	Pompiers Secours SAMU		N° 18 N° 15

ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

Installation de chantier : Base vie		GROS OEUVRE
EQUIPEMENT	DESIGNATION	EMPLACEMENT
Réfectoire	Bungalows réfectoire équipés à adapter au nombre d'intervenants. La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m ² minimum par personne. Ce local devra être correctement chauffé, éclairé, aéré et disposer d'un micro onde, d'un réfrigérateur et d'un évier muni d'un réfrigérateur, avec de l'eau fraîche et chaude.	A définir avec les services de voirie
Vestiaire	Bungalows vestiaire équipés à adapter au nombre d'intervenants. La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25 m ² minimum par personne. Ils devront posséder des armoires vestiaires à 2 compartiments. Ils seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés.	
Sanitaires	Bloc sanitaires avec lavabos, 1 point d'eau pour 10 personnes	
Salle de réunion	Sans objet	

Installation de chantier : Clôtures de chantier et signalétique		GROS OEUVRE
EQUIPEMENT	DESIGNATION	EMPLACEMENT
Clôtures en isolement de zones.	Mixe de panneaux de clôtures ajourées de 2,00 m de hauteur sur plots béton. l'ensemble devant être parfaitement stable et contreventé. 	-Zone base vie -Zone de stockages
Clôtures en isolement de zones chantier.	Balisages glissants et ponctuels	-Zones de chantier : Les zones de chantier seront closes phases par phases.
Signalétique de chantier	Mise en place de panneau signalétique d'interdiction d'accès 	A mettre en place au droit de toutes faces vu de zones chantier, cantonnement et stockages.

Installation de chantier : Alimentation électrique de chantier**GROS OEUVRE**

EQUIPEMENT	DESIGNATION	EMPLACEMENT
Alimentation de la base vie	Autonome	Base vie pour la durée du chantier
Alimentation du poste de travail.	Sans objet 	Zone de chantier : les installations seront déplacées et contrôlées à l'avancement des phases de chantier.

Textes réglementaires

Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14 novembre 1988 et de la norme NFC 15.100.

Elles devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

- Protection contre les surintensités et court-circuit
- Protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA).
- Borne de terre pour le raccordement des appareils d'utilisation

Utilisation de l'installation électrique

L'alimentation depuis les coffrets de distribution secondaires jusqu'à l'appareillage individuel sera à la charge de chaque entreprise utilisatrice. **(rallonges de moins de 25 mètres)**




L'installation provisoire du chantier devra notamment être réalisée suivant le décret du 14 novembre 1988. Elle devra être vérifiée par un organisme agréé :

- au début du chantier
- tous les ans
- à chaque modification ou extension.

Plateforme de travail et cheminements internes**VRD**

EQUIPEMENT	DESIGNATION	EMPLACEMENT
Accès zones chantier depuis cantonnement	-Cheminement stabilisé à mettre en œuvre et à maintenir en parfait état d'utilisation et de propreté.	A adapter en fonction des différentes phases de chantier.
Accès à la base vie	-Cheminement stabilisé à mettre en œuvre et à maintenir en parfait état d'utilisation et de propreté.	A raccorder aux accès conservés sur le site.

NATURE ET DISPOSITIONS	LOT EN CHARGE
<p><u>GÉNÉRALITÉS: Environnement de chantier et généralités.</u></p> <p><u>Le chantier se situe en zone urbanisée et en site occupé.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renversements • Heurts • Gênes • Nuisances • Blessures <p><u>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET MESURES DE PRÉVENTION DES RISQUES:</u></p> <p>-L'ensemble des intervenants du chantier s'engagent à respecter les principes généraux de prévention.</p> <p>-Les inspections communes sont à réaliser deux semaines avant interventions entreprises titulaires et S/T</p> <p>- PPSPS : Document à fournir avant interventions sur site pour avis du CSPS, à rédiger ou à mettre à jour à l'issue de l'inspection commune.</p> <p>-Les zones chantier devront être balisées à l'avancement du poste de travail.</p> <p>-Pas de stockage hors zones de chantier et hors zones prévues à cet effet.</p> <p>-Nettoyage régulier des abords du chantier.</p> <p>-Respecter les horaires de chantier pour limiter les nuisances sonores. (interventions en agglomération)</p> <p>-Toutes zones chantier devront être signalées par mise en place de panneaux réglementaires.</p> <p>- Les déviations piétonnes devront être signalées par mise en place de panneaux réglementaires</p> <p>-Base vie à mettre en place en phase de préparation de chantier.</p> <p>-DICT à réaliser avant interventions.</p> <p>- Maintien des accès aux riverains à organiser en fonction du phasage de travaux.</p> <hr/> <p><u>Amiante:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Environnement • Heurt • Gênes et nuisances. • Exposition à l'amiante <div data-bbox="1114 1402 1193 1529" style="text-align: right;">  </div> <p><u>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET MESURES DE PRÉVENTION DES RISQUES:</u></p> <p>- Un diagnostic de repérage de matériaux amianté est à prévoir (Document en attente)</p> <hr/> <p style="text-align: center;"><u>Travaux: terrassement et VRD</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renversements • Heurts • Nuisances <p>-Port des E.P.I en fonction du poste de travail.</p> <p>-Respect des horaires de chantier pour limiter les nuisances sonores.</p> <p>-Utilisation de matériel conforme à la réglementation contrôles journaliers et périodique.</p>	<p style="text-align: center; vertical-align: top;">TCE</p> <hr/>

<p>-Chauffeur en possession de CACES et autorisation de conduite.</p> <p>-La zone d'évolution de l'engin doit être libre de tout obstacle et personnes.</p> <p>-La zone d'évolution doit être stable et plane, mise en station a anticiper en fonction des pentes et dévers.</p> <p>-L'engin doit être stabilisé avant d'évoluer.</p> <p>-Évacuation des gravois à l'avancement du chantier (Propreté du poste de travail et des circulations du chantier)</p> <p>-Sensibilisation et formation du personnel.</p> <p>-Accueil des salariés réalisé par le chef de chantier.</p> <p>-Livraisons organisées, homme de manœuvre durant les manutentions et les circulations de véhicules</p> <p>-Protection de tête de fiches de balisage a mettre en place, privilégier le barrièrage.</p> <p>-Demande d'autorisation de voirie (Commune et département) , respect des consignes et des demandes des organismes.</p> <p>-Mise en place de signalétique et de balisages en amont et en aval de la zone de travail a définir et dans les deux sens de circulation.</p> <p>-Maintien des accès sécurisés des riverains, franchissement à mettre en place et remblais au plus tôt.</p> <p>-Dispositions particulières à prendre pour les travaux a proximité de ligne électrique et canalisations existante.</p> <p>-Stationnement d'engin en fin de journée: balisage de la zone de stationnement, ne pas stationner sur la voie de circulation.</p> <p style="text-align: center;"><u>Travaux: Réseaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renversements • Chutes de personnes • Ensevelissement • Gênes et nuisances. <p><u>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET MESURES DE PRÉVENTION DES RISQUES:</u></p> <p><u>Généralités:</u></p> <p>-Port des E.P.I en fonction du poste de travail.</p> <p>-Approvisionnement et stockage à organiser.</p> <p>-Nettoyage régulier du poste de travail.</p> <p>-Balisages de fouilles à maintenir.</p> <p>-Signalétique chantier à maintenir.</p> <p>-Stationnement de véhicule en zone chantier.</p> <p>-Blindage de fouilles de profondeur supérieure à 1,30 m.</p>	
<p style="text-align: center;"><u>Travaux: Espaces verts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renversements • Heurts • Nuisances <p><u>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET MESURES DE PRÉVENTION DES RISQUES:</u></p> <p>-Port des E.P.I en fonction du poste de travail.</p> <p>-Utilisation de matériel conforme à la réglementation Contrôlé et en parfait état de fonctionnement.</p>	LOT 2

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> -Chauffeur en possession du CACES et autorisation de conduite. -La zone d'évolution de l'engin doit être libre de tout obstacle et personnes. -La zone d'évolution doit être stable et plane, mise en station a anticiper en fonction des pentes et dévers. -L'engin doit être stabilisé avant d'évoluer. -Évacuation des gravois à l'avancement du chantier (Propreté du poste de travail et des circulations du chantier) - Contrôle journalier des engins avant utilisation. -Respect des horaires de chantier pour limiter les nuisances sonores. -Circulations des engins à organiser sur le chantier en fonction des rotations prévues. -Organiser le franchissement sécurisé, balisages des fouilles ouvertes. -Protections des fiches de piquetages et de balisages -Phasage à organiser en fonction des autres intervenants (gestion de coactivité) | |
|--|--|

PROTECTION INDIVIDUELLES

Un équipement de protection individuelle est destiné à être porté ou tenu par un agent en vue de le protéger contre un ou plusieurs risques susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé au travail. Le port d'un EPI s'imposera lorsque les risques ne pourront être évités ou suffisamment limités par des moyens techniques de protection collective ou par des mesures, des méthodes ou procédés d'organisation du travail.

Les EPI sont classés en trois catégories :

Les équipements de travail couvrant les risques mineurs (classe 1)

Les équipements de protection (classe 2)

Les équipements de sécurité (classe 3) pour les risques graves à effets irréversibles ou mortels.

En matière d'EPI l'employeur doit :

- Analyser les situations de travail, évaluer les risques et y remédier ou les réduire dans la mesure du possible.
- Mettre à disposition des agents gratuitement, de manière personnelle, les EPI nécessaires et appropriés aux risques et au travail à réaliser.
- Veiller à l'utilisation des EPI.
- Informer les agents utilisateurs.
- Former et entraîner les utilisateurs au port de l'EPI. Cette formation doit être renouvelée aussi souvent que nécessaire.
- S'assurer du bon fonctionnement et de l'état hygiénique satisfaisant des EPI par les entretiens et réparations nécessaires.
- Remplacer et mettre au rebut les EPI détériorés.
- Procéder à des vérifications périodiques annuelles de certains EPI.

L'obligation pour l'agent de porter les équipements de protection individuelle n'est pas exprimée clairement dans la réglementation.

Toutefois, la référence à l'article L 230-3 de la loi du 31 décembre 1991 permet d'affirmer que l'agent ne peut se soustraire à cette obligation si des instructions lui ont été données dans ce sens .En cas de refus il s'expose à d'éventuelles sanctions et engage sa responsabilité.

FORMATION ET INFORMATION À L'UTILISATION DES E.P.I.

Informations sur les équipements, par le chef d'établissement, concernant :

- les risques contre lesquels l'E.P.I. les protège, par rapport au poste de travail
- les conditions d'utilisation dudit équipement

- les instructions et /ou les consignes concernant les E.P.I. ainsi que de leurs conditions de mise à disposition

Formation à l'utilisation :

- Formation adéquate, voire un entraînement au port de cet équipement
- Formation renouvelée aussi souvent qu'il est nécessaire (conformité à la consigne d'utilisation)

Formations obligatoires :

Concernant l'utilisation d'E.P.I. de catégorie 3 :

- les appareils de protection respiratoire
- les gilets de sauvetage gonflables
- les équipements anti-chutes (systèmes de protection contre les chutes de hauteur)



*** PROTECTION DE TÊTE**

Par protection de la tête, on entend les casques, les cagoules et autres systèmes contre les chocs, la chaleur et les poussières.

Les risques :

- risque de chute d'objet
- risque de heurt, risque de choc
- risque thermique (chaleur et froid)
- les poussières, les intempéries...

Situations présentant ces risques :

- chantier
- galerie technique, milieu exigu
- scie à sol...

Les durées d'utilisation :

Matériau du casque Durée d'utilisation conseillée

- . Polyéthylène : 36 mois
- . Polyamide : 48 mois
- . ABS : 48 mois
- . Polyester + fibre de verre : 48 mois
- . Henoltexile : 60 mois



*** PROTECTIONS OCCULAIRES**

Les risques :

- risque de projection
- risque du rayonnement

Situations présentant ces risques :

- tronçonnage
- préparation de solutions de produits phytosanitaires
- substances et préparations de produits dangereux
- meulage
- élagage
- débroussaillage
- ébarbage
- soudure...

Remarque :

- On trouve des **EPI spécifiques à une activité** (comme les masques de soudeur).
- **Des lunettes de vue ne constituent pas un EPI** ; il faut donc les associer à des sur-lunettes adaptées.



*** PROTECTIONS AUDITIVES**

Les risques liés au bruit :

- surdité
- fatigue
- stress...

Situations présentant ces risques :

- machines outils
- machines portatives
- engins de chantier...

Conformément au décret n° 88-405 du 21 avril 1988 pour un niveau compris entre 85 dB(A) (niveau quotidien d'exposition) et 135 dB (niveau de pression acoustique de crête), la mise à disposition des protections est obligatoire. Un mesurage pour identifier les salariés concernés, un affichage et une formation doivent être mis en place. Dans le cas de dépassements des seuils de 90 dB(A) en exposition quotidienne et de 135 dB en exposition crête, l'employeur est tenu au contrôle du port des équipements.

Remarque : si on ne porte pas 100% du temps les protections auditives, la protection au bruit n'est pas efficace.

Remarques :

- Le casque antibruit est plus efficace que les bouchons mais plus encombrant et plus chaud (transpiration importante l'été).
- Les bouchons sont en général moins efficaces que le casque mais moins encombrants et moins gênants que celui-ci.
Ils peuvent être de différents types (usage unique, réutilisable, avec ou sans arceau ou corde) suivant l'utilisation.
- Le type de protection auditive dépend de la fréquence du son dont l'agent doit se protéger.



*** PROTECTIONS DES MAINS**

Les risques :

- risque chimique
- risque électrique
- risque de brûlure (feu)
- risque mécanique (coupure, écrasement...), manutention
- risque biologique
- risque bactériologique
- risque thermique (chaud et froid)...

Choisir des équipements adaptés en fonction :

- de l'agent lui-même (taille, allergie à certaines matières...)
- de l'activité
- de la situation de travail (environnement...)
- des matériaux, matériels ou produits (pictogramme) utilisés.

La brochure d'information :

Elle est mise à disposition des utilisateurs de gants de protection et comporte les informations suivantes : tailles disponibles, instructions d'utilisation et d'entretien, pictogrammes, allergènes contenus dans le gant, etc.



*** PROTECTIONS DES PIEDS**

Ces équipements peuvent être :

- à coque ou à semelles renforcées
- à semelle antidérapante
- à semelle anti-perforation...

La chaussure possède un niveau de confort et de solidité défini par la norme **EN 345** et un embout de protection résistant à un choc de 200 joules. Cela équivaut à la chute d'un objet de 20 kg d'une hauteur de 1 mètre.

Autres symboles (ex. : une chaussure peut être marquée **EN 345 S1 P** : en plus des caractéristiques énumérées ci-dessus pour le marquage **EN 345 S1**, elle possède une semelle anti-perforation) :

P : chaussure munie d'une semelle anti-perforation

E : absorption d'énergie au talon

C : chaussure dont la résistance électrique n'est pas supérieure à 100 k W (chaussure conductrice)

A : chaussure dont les matériaux et la structure permettent de dissiper des charges électrostatiques (propriétés antistatiques)

CL : chaussures offrant une isolation thermique permettant de ralentir la montée de la température (inférieure à 22° C)

WRU : résistance des composants de la tige de la chaussure à la pénétration et à l'absorption de l'eau

HRO : résistance de la semelle à la chaleur (jusqu'à 300°C pendant une minute)



* **PROTECTIONS RESPIRATOIRES**

- risque d'inhalation de poussières
- risque d'inhalation de particules
- risque d'inhalation de fibres
- risque d'inhalation de gaz
- risque d'inhalation d'aérosols
- risque d'inhalation de vapeur

Situations présentant ces risques :

- menuiserie
- soudure
- espace clos d'une station d'épuration
- traitements phytosanitaires
- préparation de produits dangereux
- travail en galerie
- peinture ...

Les types d'E.P.I. :

- appareil respiratoire filtrant :
 - masque poussière adapté
 - demi-masque (avec cartouche adaptée au risque)
 - masque complet (avec cartouche adaptée au risque)
- appareil respiratoire isolant (A.R.I.)
- appareil respiratoire à ventilation assistée, filtrant ou isolant (A.R.V.A.).

Choisir des équipements adaptés en fonction :

- de l'agent lui-même (taille, allergique à certaines matières...)
- de l'activité (ex : préparation de produits dangereux)
- de la situation de travail (durée d'exposition, environnement...)
- des produits (pictogramme) utilisés (caractéristiques de la substance, concentration du polluant...)

LES CLASSES DES FILTRES :

Les filtres sont classés par classe pour indiquer leur degré d'efficacité et par couleur pour indiquer la nature des gaz contre lesquels ils protègent.

L'ENTRETIEN :

De manière générale les E.P.I. seront nettoyés régulièrement et entreposés en dehors des ateliers si possible, dans des locaux spécifiques.

Un équipement avec cartouche absorbante doit être rangé dans un sac, si possible hermétique, et dans un local propre et non contaminé afin d'éviter qu'il ne se sature en polluant sans être porté, et qu'il devienne inefficace.

REMARQUES :

La durée de vie d'un masque dépend de son utilisation et de son entretien. Il n'existe pas d'indicateur pour signaler à l'agent quand le matériel doit être changé. Le changement doit donc s'effectuer en fonction de l'évaluation des risques et des instructions du fabricant. C'est donc à l'encadrement de définir les règles adaptées à la situation de travail.

INDICATIONS :

- masques anti-poussières : pas de protection contre les gaz
- masques complets et demi-masques avec cartouches gaz avec ou sans pré-filtre poussières (peintures, traitements)

- phytosanitaires...) inconfortable, augmente la ventilation, chaleur l'été
- appareils respiratoires à ventilation assistée (espaces verts) : encombrant, confortable
- appareils respiratoires isolants : pour travaux en milieux confinés

MESURES GENERALES RELATIVES A LA COORDINATION ET PROTECTION DE LA SANTE

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.) est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Éviter les risques
2. Évaluer les risques qui ne peuvent être évités
3. Combattre les risques à la source
4. Adapter le travail à l'homme
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui l'est moins
1. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
7. Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles
8. Donner les instructions appropriées aux travailleurs

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

PRINCIPALES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR DANS LE BTP

DESIGNATION	Code du travail	
Respecter et appliquer les principes généraux de prévention	L. 4121-1 à L. 4121-5 L. 4531-1	
Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM et OPPBTP), au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage	L. 4532-9	R.4532-56 à R. 4532-76 R.4532-75 et R.4532-76
Participer et laisser participer les salariés au CISSCT	L.4532-10 L.4532-15	R.4532-77 à R. 4532-94 R.4532-94
Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ou du plan général simplifié	L.4532-1 à L.4532-9 L. 4532-10 à L. 4532-15	4ème partie du code du travail dont : R. 4323-58 à R. 4323-90 R. 4534-1 à R. 4534-156 R. 4535-1 à R.4535
Respecter les obligations issues du livre II du Code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965 etc.)	L.4532-1 à L.4532-9 L. 4532-10 à L. 4532-15	4ème partie du code du travail dont : R. 4323-58 à R. 4323-90 R. 4534-1 à R. 4534-156 R. 4535-1 à R.4535

Viser le registre-journal de la coordination et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur		R. 4532-38
---	--	------------

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES DE CHANTIER

Demande d'autorisation sur la voie publique

Sans objet.

Affichage obligatoire sur chantier à usage du public

Ce panneau doit comporter les indications suivantes, avec en plus nom, adresse, téléphone :

- Entreprises : spécialité
- Sous traitants

N.B. : L'affichage du nom des entreprises est obligatoire. Art. R8221-1 du Code du Travail.

Pour être visibles, les plus petites lettres doivent avoir au moins 8 cm de hauteur.

DECLARATION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX

L'entrepreneur intervenant sur des réseaux publics devra prendre contact avec les concessionnaires et recueillir leur accord sur les travaux envisagés pour obtenir les **D.I.C.T.**

Il devra s'assurer qu'aucun réseau ne gêne la réalisation des travaux et que l'exploitation des ouvrages des concessionnaires pourra continuer dans des conditions satisfaisantes.

La D.I.C.T suivant modèle mis au point par l'administration est à communiquer par chaque entrepreneur préalablement avant tous travaux à réaliser.

EMPLOI DE PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETE DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- a) le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- b) le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée à bien été délivré,
- c) l'intéressé est en règle au point de vue carte de travail et carte de séjour.
- d) l'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle
- e) sa mission doit être conforme à l'article L 124 du Code du Travail

MODALITES LEGISLATIVES D'APPLICATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE

Soumise à la loi du 31 décembre 1993 et à son décret d'application du 26 décembre 1994, la présente opération intègre un coordonnateur pour la conception de projet et la réalisation des travaux dont la mission est la suivante :

- Organisation entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes de la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- Procéder avec l'entreprise (y compris les sous-traitantes) à une inspection commune du site.
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies dans le P.G.C. des diverses réglementations en vigueur.
- Tenir à jour et adapter le Plan Général de Coordination et veiller à son application par l'intermédiaire du registre journal
- Constituer et actualiser au fur et à mesure le D.I.U.O. (Dossier d'intervention Ulérieure sur l'ouvrage).

- Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à proximité duquel est implanté le chantier.

Les pièces administratives générales qui régneront sont les suivantes :

- 1/ Le présent Plan Général de Coordination
- 2/ Le Dossier d'intervention Ultérieures sur l'ouvrage
- 3/ Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (voir annexe 1)
- 4/ Les comptes-rendus des réunions de coordination de sécurité

Responsabilité de chaque entreprise

Chaque entrepreneur supporte l'entière responsabilité de toutes les mesures adoptées par lui pour assurer l'exécution des travaux et maintenir le bon ordre et la discipline dans le chantier. Il est tenu d'assurer la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois et textes réglementaires, aux règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres, dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément aux usages des professions du bâtiment.

Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit, ainsi que de tous accidents et de tous dommages, dégâts et détournements, que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes quelles qu'elles soient et de tous dommages causés à tous biens (immeubles où les travaux sont exécutés, fonds voisins, voie publique et ses accessoires, etc. ...) par son personnel, ses véhicules ou ses appareils.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 2.6.1 du C.C.A.G. et de la loi n° 75-1334 modifiée du 31 décembre 1975.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître de l'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant son P.P.S.P.S. un formulaire du présent P.G.C. en précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs. Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de les faire agréer par le Maître d'Ouvrage et de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, le nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les mesures définies au présent Plan Général de Coordination sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

En cas de sous-traitance, l'interlocuteur du Maître d'ouvrage est l'entrepreneur principal qui fera connaître et agréer ses sous-traitants par le Maître d'ouvrage. Ceux-ci devront avoir les qualifications requises pour les travaux demandés.

L'entrepreneur est responsable de la bonne application par les entreprises sous-traitantes des dispositions du présent protocole et elle mettra en œuvre, pour ce faire, tous les moyens qu'elle jugera utile.

ORGANISATION DES SECOURS

Accès au chantier

Les circulations ne devront pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.



Téléphones de secours

La fiche jointe en annexe devra être dûment instruite et affichée dans le cantonnement.
Des poste interne seront installés à proximité des postes de travaux et mis à disposition des entreprises.



Moyens de secours sur place

Il est impératif que chaque entreprise possède une trousse de premiers secours sur le chantier.

Sur les lieux de travail, dans un emplacement du cantonnement ouvert en permanence pendant les heures ouvrables, afin que toute blessure puisse être soignée rapidement, le personnel doit disposer d'une boîte de secours.

Le contenu de cette boîte doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie que les interventions du Secouriste du Travail avant l'arrivée des secours médicalisés. Il est défini pour une unité de travail, le nombre de boîtes de secours devant être adapté à l'importance du chantier et la multiplication des sites de travail.

Trousse simple ou coffret muni d'une poignée ou d'un dispositif d'attache murale, en plastique ou en métal, la boîte de secours doit être inaltérable, indéformable, résistante aux chocs et étanche à la poussière.

Principes du bon usage de la boîte de secours : le responsable de l'entreprise en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Les secouristes ou le responsable en effectue la vérification périodique (notamment suivi des dates de péremption). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste, est un élément mobilier qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

Principes généraux relatifs au contenu de la boîte de secours

Sauf prescription particulière du médecin du travail, en fonction des risques propres à l'unité de travail, la boîte ne contiendra pas de médicaments. La définition d'un contenu minimum implique que l'utilisation d'un de ses éléments conduise à son remplacement le plus rapidement possible.

Consignes à appliquer en cas d'accident du travail

1) Blessures légères

Sans conséquence sur l'activité de l'ouvrier

- a- Soins sur place par le secouriste ou le responsable
- b- Enregistrer les soins donnés sur le «Carnet des soins d'urgence»
- c- Remplir les volets de soins (Triptyque) à remettre à l'ouvrier accidenté
- d- Établir une déclaration d'accident à faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'assurance Maladie «Accidents du Travail».

2) Blessures légères

Éventualité d'arrêt de travail

- a- Premiers soins sur place par le secouriste ou le responsable
- b- Constat par le chef de chantier ou le responsable
- c- Remplir les volets de soins à remettre à l'ouvrier accidenté
- d- Transporter le blessé accompagné à l'hôpital le plus proche
- e- Enregistrer les soins donnés sur le «Carnet de soins d'urgence»
- f- Établir une déclaration d'accident à faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'assurance Maladie «Accidents du Travail».

3) Blessures graves

- a- Premiers soins sur place par le secouriste ou le responsable sécurité de l'entreprise
- b- Avertir les services d'urgence
- c- Constat par le chef de chantier
- d- Remplir les volets de soins à remettre à l'ouvrier accidenté

- e- Transporter le blessé à l'hôpital le plus proche
- f- Enregistrer les soins donnés sur le «Carnet des soins d'urgence».
- g- Établir une déclaration d'accident faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'assurance Maladie «Accident du Travail».

4) Blessures très graves

Blessé à transporter couché

- a) Alerter immédiatement l'organisme compétent : Police Secours, Pompiers, Ambulance, Hôpital en précisant toutes indications utiles sur la gravité de l'accident (se servir de la fiche d'appel en cas d'accident)
- b) Confier la garde du blessé au Secouriste et le responsable de sécurité de l'entreprise jusqu'à l'arrivée des secours.
- c) Remplir les volets de soins à remettre à l'accompagnateur
- d) Faire accompagner le blessé par un témoin de l'accident ou toute personne capable de fournir au médecin des renseignements utiles.
- e) Remplir le «Carnet de soins d'urgence»
- f) Établir une déclaration d'accident à faire remettre dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'assurance Maladie «Accidents du Travail».
- g) Prévenir tout de suite par téléphone le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé et les organismes institutionnels de prévention des risques d'accidents (CRAMIF - OPPBTP) et Inspection du Travail
- h) Éventuellement l'animateur sécurité de l'entreprise



Sauveteurs secouristes du travail

Les entreprises, conformément à la législation devront, dans leurs équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20 pendant toute la durée des travaux). Les secouristes du travail devront être facilement identifiables et repérables par la présence d'un signe distinctif sur leur casque et vêtement de travail.

Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au coordonnateur le compte-rendu des circonstances de l'accident.

L'accès du chantier devra rester dégagé pour permettre la circulation des moyens de secours.

L'organisation des moyens de secours est précisée sur le P.P.S.P.S. à établir par chaque entreprise.

Le Sauveteur Secourisme du Travail (S.S.T.) est la formation nécessaire et suffisante que doivent recevoir les membres du personnel des entreprises pour être à même de porter efficacement secours à un camarade accidenté dans l'entreprise ou sur les lieux du travail et de lui prodiguer les premiers soins nécessités par son état. Cette formation doit leur permettre également de participer à la prévision et à l'organisation des secours.

FORMATION DU PERSONNEL A LA SECURITE

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, il est nécessaire que chaque entreprise assure la formation spécifique au site de son personnel, y compris les salariés intérimaires, notamment en ce qui concerne les modalités d'accueil et de circulation sur le site.

La loi du 6 décembre 1976 a rendu obligatoire la formation à la sécurité des travailleurs.

Le décret N°79-228 du 20 mars 1979 en fixe les modalités d'application.

La loi du 12 juillet 1990 renforce la formation des travailleurs temporaires.

L'objet de cette formation est «d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et, le cas échéant, celle des autres personnes occupées dans l'établissement».

Cette formation doit permettre au salarié, dès son affectation au poste, d'exécuter son travail dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour lui-même que pour ses collègues.

Contenu de la formation

Elle doit comprendre :

- une formation sur les conditions de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail
- une formation à la sécurité dans l'exécution du travail
- une préparation à la conduite à tenir en cas d'accident.

Bénéficiaires de la formation

Elle doit concerner :

- les nouveaux embauchés, y compris le personnel intérimaire
- les salariés qui changent de poste de travail ou de technique
- les salariés qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'au moins 21 jours, si le médecin du travail le demande.

Diffusion de la formation

-c'est une formation à caractère pratique intégrée dans la formation professionnelle ou les instructions de travail.

-elle est dispensée pendant les heures de travail, sur les lieux du travail ou dans des conditions équivalentes

-elle doit tenir compte de la formation acquise, de la qualification, de l'expérience professionnelle, de la langue parlée ou lue du salarié.

-les chefs de chantier et chefs d'équipe sont les pivots de ces actions de formation qu'ils peuvent se partager.

En effet, présents en quasi-permanence sur le chantier, ils connaissent :

- .les hommes affectés aux différents postes
- . les matériels et matériaux mis en œuvre sur leur chantier
- .les modes opératoires définis par l'entreprise
- .l'organisation du chantier
- .toute formation consiste, à partir de ses propres connaissances, à les communiquer afin d'améliorer les comportements.

Accueil du salarié

C'est un moment important, trop souvent négligé. Il permet une bonne intégration à l'entreprise et à l'équipe. Il revêt deux aspects : l'un matériel (formalités administratives, dotation de l'outillage ou de l'équipement individuel), l'autre humain.

Pour motiver le salarié lors de l'accueil afin de le rendre réceptif aux informations à lui transmettre :

- .interrogez-le sur ce qu'il a fait auparavant, ce qu'il sait du travail. Vous apprécierez mieux ce qu'il faut lui dire,
- .donnez-lui les renseignements pratiques de vie sur le chantier (horaires, hébergement, etc.)
- .parlez-lui de son travail, dans un contexte plus large que le poste proprement dit, afin de ne pas lui donner une vision trop parcellaire de son activité.
- .apprenez à mieux le connaître. Cela vous permettra d'adapter au mieux votre formation

Préparation à la conduite à tenir en cas d'accident

Cette préparation du salarié doit être assurée dans le mois qui suit son affectation. Elle est destinée à éviter les improvisations qui aggravent les conséquences d'un accident. Il s'agit de montrer ce qu'il faut faire et ne pas faire en cas d'incident ou d'accident :

- .sensibilisez votre personnel aux risques de panique qui peuvent apparaître en cas d'accident
- .commentez l'affiche «Appels en cas d'accident» (édition OPPBTP) mise en place sur le chantier
- .indiquez les accès au chantier et aux postes de travail pour faciliter l'organisation des secours.

PPSPS

Établissement du P.P.S.P.S.

1) Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants :

- les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages

- la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
- l'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier
- la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant
- définir le mode opératoire
- analyse des risques (importes : exportes : lies a l'environnement)
- désigne les responsables (sécurité: chantier)

2) Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) Avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Ce P.P.S.P.S. devra être adapté à l'opération considérée.

Pour cela, elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le P.P.S.P.S. pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes.

Le P.P.S.P.S. remplace le plan d'hygiène et de sécurité tel que défini à l'article L4532-2 du Code du Travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976, aujourd'hui abrogé par la loi 1418 du 31 décembre 1993.

3) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une **inspection commune** du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du P.P.S.P.S., de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable précédée sur le chantier.

4) Chaque entreprise, y compris sous-traitantes, diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au coordonnateur sécurité, via l'entreprise titulaire du marché.

Il doit être conservé par chaque entrepreneur 5 ans après réception des ouvrages.

L'entreprise du lot principal ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du Code du Travail procéderont en supplément, à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent Plan Général de Coordination (article 2.1.).

Toutes les entreprises tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contractant aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. **Toute dérogation à cette règle serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.**

Contenu du P.P.S.P.S.

Le P.P.S.P.S. de chaque entreprise, y compris sous-traitants, indique sa manière détaillée :

- les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
- le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence
- le matériel médical existant sur le chantier
- les mesures prises pour assurer dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves
- les installations d'hygiène et des conditions de travail et des locaux destinés au personnel sur le site
- les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour éliminer les risques propres à ses travaux, ceux découlant du lieu, de l'exploitation et des autres entreprises en décrivant les procédés de construction et d'exécution, les modes opératoires, les matériels, les dispositifs, installations, utilisation de substance en préparation etc.